



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-12167>

Département(s) de publication : **75**

Annonce n° **24-12167**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : Ministères Sociaux, DFAS/DADD

**Forme juridique de l'acheteur** : Autorité publique centrale

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : MARCHÉ D'AMO TECHNIQUE ET ENGAGEMENT DE PERFORMANCES / AMO TEP

**Description** : Le marché a pour objet une mission d'assistance pour le conseil à la maîtrise d'ouvrage exercée par les Ministères Sociaux en vue de la réalisation du Second Grand Site d'Administration centrale (SGSAC) sur un terrain situé porte de Vanves à Malakoff (Équipement public de type tertiaire avec des activités annexes), dans le cadre d'un MPPG passé à la suite d'un dialogue compétitif avec engagement de performances.

**Identifiant de la procédure** : b2851ea5-aeac-4979-8729-66e894faeb54

**Identifiant interne** : BPM062857

**Type de procédure** : Ouverte

**La procédure est accélérée** : No

##### 2.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale ( cpv )** : 71315200 Services de conseil en bâtiment

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )** : 71300000 Services d'ingénierie

##### 2.1.2 Lieu d'exécution

**Adresse postale** : métropole du Grand Paris.

**Ville** : Malakoff

**Code postal** : 9240

**Subdivision pays (NUTS)** : Hauts-de-Seine ( FR105 )

**Pays** : France

#### 2.1.2 Lieu d'exécution

**Ville** : Paris

**Code postal** : 75015

**Subdivision pays (NUTS)** : Paris ( FR101 )

**Pays** : France

**Informations complémentaires** : Les missions d'interface avec le maître d'ouvrage se feront à Paris et métropole du Grand Paris. Un poste de travail peut être mis à disposition de l'assistance à maîtrise d'ouvrage.

#### 2.1.3 Valeur

**Valeur estimée hors TVA** : 1,285,000 EUR

**Valeur maximale de l'accord-cadre** : 570,000 EUR

#### 2.1.4 Informations générales

**Base juridique** :

Directive 2014/24/UE

#### 2.1.6 Motifs d'exclusion

Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale : articles L2141-1 et suivants du code de la commande publique

## Section 5 - Lot

### 5.1 Lot : LOT-0001

**Titre** : MARCHE D'AMO TECHNIQUE ET ENGAGEMENT DE PERFORMANCES / AMO TEP

**Description** : Le marché a pour objet une mission d'assistance pour le conseil à la maîtrise d'ouvrage exercée par les Ministères Sociaux en vue de la réalisation du Second Grand Site d'Administration centrale (SGSAC) sur un terrain situé porte de Vanves à Malakoff (Equipement public de type tertiaire avec des activités annexes), dans le cadre d'un MGP passé à la suite d'un dialogue compétitif avec engagement de performances.

**Identifiant interne** : BPM062857

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale ( cpv )** : 71315200 Services de conseil en bâtiment

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )** : 71300000 Services d'ingénierie

**Options** :

**Description des options** : En application de l'article R. 21227 du Code de la commande publique, un ou des marché(s) négocié(s) sans publicité ni mise en concurrence peut/peuvent être passé(s) avec le titulaire pour des prestations

similaires. Ce(s) nouveau(x) marché(s) est/sont alors négocié(s) directement avec le titulaire classé premier attributaire lors de l'analyse des offres de l'accord cadre. Ce(s) marché(s) doit/doivent être conclu(s) dans un délai de trois ans à compter de la notification du marché et ne peut/ peuvent bouleverser son économie.

#### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Ville** : Paris

**Code postal** : 75015

**Subdivision pays (NUTS)** : Paris ( FR101 )

**Pays** : France

**Informations complémentaires** : Les missions d'interface avec le maître d'ouvrage se feront à Paris et métropole du Grand Paris. Un poste de travail peut être mis à disposition de l'assistance à maîtrise d'ouvrage.

#### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Ville** : Malakoff

**Code postal** : 92240

**Subdivision pays (NUTS)** : Paris ( FR101 )

**Pays** : France

**Informations complémentaires** :

#### 5.1.3 Durée estimée

**Autre durée** : Inconnu

#### 5.1.5 Valeur

**Valeur estimée hors TVA** : 1,285,000 EUR

**Valeur maximale de l'accord-cadre** : 570,000 EUR

#### 5.1.6 Informations générales

**Participation réservée** : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP)**

**Informations complémentaires** : L'accord-cadre est dit « mixte », c'est-à-dire : De type forfaitaire pour les prestations d'assistance prévues dans la DPGF relatives aux missions 0 à 4 ; - Mission 0 Structuration de la Mission - Mission 1 Assistance Transversale, commune aux Phases Opérationnelles - Mission 2 Assistance en phase d'Etudes d'Exécution - Mission 3 Assistance en phase de réalisation de l'ouvrage - Mission 4 "Assistance en Phase de Garantie, de Mise en service et d'Exploitation (pendant 3 ans à compter de la réception des travaux)" De type accord-cadre au sens de l'article R.2162-2 du code de la commande publique, exécuté à bons de commande pour les prestations (listées au BPU) telles que l'expertise, l'assistance technique et audit supplémentaire du respect des performances prévues dans le cadre des missions 1 à 4 du présent marché. L'accord-cadre est conclu avec un montant minimum correspondant au montant global de la

partie forfaitaire et avec un montant maximum global de 570 000€HT pour la partie unitaire de l'accord-cadre. Le marché contient une disposition environnementale (article 7 du CCTP et article 2.15 du CCAP) Le marché contient une disposition sociale par l'insertion par l'activité économique (article 2.14 du CCAP) Les candidats ont le choix de présenter leur candidature sous forme de document unique de marché européen électronique (DUME) en utilisant le service DUME ou le service exposé de PLACE sous forme de candidature standard en utilisant les formulaires DC1 et DC2 ou équivalents. Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur. L'acheteur n'autorise pas les candidats à se limiter à indiquer qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requise en cochant uniquement la partie IV du DUME -# « indication globale pour tous les critères de sélection ». Les candidats devront justifier des niveaux minimums de capacités suivants (toutes candidatures qui ne présentent pas les niveaux minimums exigés sera rejetée) : Concernant les exigences de qualification : • Qualification OPQIPI : OU EQUIVALENT o 0103 : AMO en technique o 0104 : AMO en exploitation-maintenance o 0109 : AMO en conduite d'opération o 0405 : AMO en management de projet o 0110 : AMO en qualité environnementale des opérations o 2202 : Maîtrise des coûts en phase de conception et de réalisation Concernant les exigences économiques : Le candidat (apprécié de manière globale en cas de groupement), devra justifier au cours des 3 dernières années d'un chiffre d'affaires annuel général minimum de : - 2 000 000 € TTC Critères d'attribution Critère 1 : Prix 40% Sous-critère 1 : Le coût forfaitaire des prestations dans la DPGF 35% Sous-critère 2 : La simulation financière présentée dans le DQE 5% Critère 2- Valeur technique 60% Sous-critère 1 : Méthode et organisation 30% - Note méthodologique synthétisant les points saillants du contexte et les enjeux de la mission (3 pages maximum). - L'organisation de la société pour répondre à cette demande notamment en termes de références. - Cohérence de la répartition des différents postes de la DPGF - La méthodologie proposée pour garantir les objectifs affichés du maître d'ouvrage - La description des étapes / livrables proposés pour chacune des phases de la mission - Une analyse critique du planning envisagé, mettant en évidence les risques de décalage et les mesures envisagées pour les contrôler - Un exemple de « reporting au maître d'ouvrage », en phase de réalisation de l'ouvrage et en phase d'exploitation) Sous-critère 2 : Moyens globaux affectés / compétences des équipes 30% Pertinence des profils pressentis pour la mission. Le candidat doit en ce sens justifier de Qualifications des personnes affectées à la mission : Pour le chef de projet désigné comme interlocuteur du MOA : expérience en tant que Directeur ou chef de projet de 10 ans minimum. Les références du chef de projet dédié à l'opération devront également être fournies. Pour les chefs de projets thématiques (Technique, Environnemental...) : des profils séniors sont demandés La constitution de l'équipe affectée au projet, avec le CV de chaque intervenant, en précisant la mission / le rôle de chaque intervenant dans le projet SGSAC. Les CV devront également présenter les caractéristiques des différentes opérations (année, surface, classement IGH ou non, description sommaire) pour lesquelles l'intervenant a personnellement contribué Complémentarité des équipes proposées Cohérence de répartition des postes de dépenses sur la base du tableau des profils et des charges

#### 5.1.7 Marché public stratégique

**Méthode utilisée pour réduire l'incidence environnementale** : La protection et la restauration de la biodiversité et des écosystèmes

**Critères marchés publics écologiques** : Pas de critères applicables aux marchés publics écologiques

### 5.1.9 Critères de sélection

**Critère :**

**Type :** Capacité technique et professionnelle

**Nom :** Références et effectifs

**Description :** - Présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique. Les éléments de preuve relatifs à des services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront pris en compte - les effectifs moyens annuels et le nombre de cadres pendant les 3 dernières années

**Utilisation de ce critère :** Non utilisés

**Critère :**

**Type :** Capacité économique et financière

**Nom :** Les candidats devront justifier des niveaux minimums de capacités suivants (toutes candidatures qui ne présentent pas les niveaux minimums exigés sera rejetée) : Concernant les exigences économiques :

**Description :** Le candidat (apprécié de manière globale en cas de groupement), devra justifier au cours des 3 dernières années d'un chiffre d'affaires annuel général minimum de : - 2 000 000 € TTC

**Utilisation de ce critère :** Utilisés

**Critère :**

**Type :** Capacité économique et financière

**Nom :** chiffre d'affaires

**Description :** - chiffre d'affaires annuel « général » des 3 derniers exercices - chiffre d'affaires annuel « spécifique » dans le domaine d'activité couvert par le marché des 3 derniers exercices

**Utilisation de ce critère :** Non utilisés

**Critère :**

**Type :** Capacité technique et professionnelle

**Nom :** Les candidats devront justifier des niveaux minimums de capacités suivants (toutes candidatures qui ne présentent pas les niveaux minimums exigés sera rejetée) : Concernant les exigences de qualification :

**Description :** • Qualification OPQPI : OU EQUIVALENT o 0103 : AMO en technique o 0104 : AMO en exploitation-maintenance o 0109 : AMO en conduite d'opération o 0405 : AMO en management de projet o 0110 : AMO en qualité environnementale des opérations o 2202 : Maîtrise des coûts en phase de conception et de réalisation

**Utilisation de ce critère :** Utilisés

**Informations sur la seconde étape d'une procédure en deux étapes :**

**L'acheteur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations**

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** Sous-critère 1 : Méthode et organisation Sous-critère 2 : Moyens globaux affectés / compétences des équipes

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 60

**Critère :**

**Type :** Prix

**Description :** Sous-critère 1 : Le coût forfaitaire des prestations dans la DPGF: 35%  
Sous-critère 2 : La simulation financière présentée dans le DQE : 5%

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 40

#### 5.1.11 Documents de marché

**Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles :** FRA

**Adresse des documents de marché :** <https://www.marches-publics.gouv.fr>,

**Canal de communication ad hoc :**

**Nom :** La PLATEFORME PLACE

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique :** Requise

**Adresse de présentation :** <https://www.marches-publics.gouv.fr>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées :** français

**Catalogue électronique :** Non autorisée

**Variantes :** Non autorisée

**Date limite de réception des offres :** 04/03/2024 à 12:00

**Date limite de validité de l'offre :** 180 DAY

**Informations qui peuvent être complétées après la date limite de présentation des offres :**

Aucun document ne peut être présenté ultérieurement.

**Informations complémentaires :** Les opérateurs économiques peuvent se porter candidats sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint, conformément à l'article R2142-20 du code de la commande publique sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence. Les candidats sont informés que le(s) marché(s) sera (seront) conclu(s) avec des candidats individuels ou des groupements dont le mandataire est solidaire. Dans le cas d'une

candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières. L'appréciation des capacités du groupement est globale.

**Informations relatives à l'ouverture publique :**

**Date/heure :** 04/03/2024 à 14:00

**Conditions du marché :**

**Un accord de confidentialité est requis**

**Facturation en ligne :** Requise

**Le paiement en ligne sera utilisé**

**Montage financier :** L'accord-cadre est dit « mixte », c'est-à-dire : De type forfaitaire pour les prestations d'assistance prévues dans la DPGF relatives aux missions 0 à 4 ; - Mission 0 Structuration de la Mission - Mission 1 Assistance Transversale, commune aux Phases Opérationnelles - Mission 2 Assistance en phase d'Etudes d'Exécution - Mission 3 Assistance en phase de réalisation de l'ouvrage - Mission 4 "Assistance en Phase de Garantie, de Mise en service et d'Exploitation (pendant 3 ans à compter de la réception des travaux)" De type accord-cadre au sens de l'article R.2162-2 du code de la commande publique, exécuté à bons de commande pour les prestations (listées au BPU) telles que l'expertise, l'assistance technique et audit supplémentaire du respect des performances prévues dans le cadre des missions 1 à 4 du présent marché. L'accord-cadre est conclu avec un montant minimum correspondant au montant global de la partie forfaitaire et avec un montant maximum global de 570 000€HT pour la part

**Informations relatives aux délais de recours :** Précisions concernant les délais d'introduction de recours :1) le référé précontractuel (articles L.551-1 à L. 551- 12, et R. 551-1 à R. 551-6 du code de justice administrative) peut être introduit jusqu'à la signature du contrat ;2) le référé contractuel (L. 551-13 à L. 551-23, et R. 551-7 à R.551-10 du code de justice administrative)introduit après la signature du contrat dans un délai de 31 jours, à compter de la publication d'un avis d'attribution du contrat au Journal officiel de l'union européenne (Joue) ou dans un délai de 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée ;3) le recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat (CE, Ass, 4 avril 2014, Département de tarn-et-garonne, req. no358994) introduit par tout tiers à un contrat administratif susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**5.1.15 Techniques**

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Justification de la durée de l'accord-cadre :** Le présent accord cadre est conclu pour une durée supérieure à quatre ans, conformément à l'article L2125-1 du CCP, il est en effet indispensable d'assurer une continuité d'interlocuteurs sur toute la

durée de l'opération. Le recours à un marché public global de performance implique que l'essentiel de la mission intervient jusqu'à la phase de livraison du bâtiment (en 2027), mais se poursuit au-delà de façon plus allégée pour gérer les phases de garantie et mesurer le respect des engagements contractuels de performance. La fin du marché est estimée à fin d'année 2030.

#### **Informations sur le système d'acquisition dynamique**

Pas de système d'acquisition dynamique

#### **Enchère électronique :**

##### **5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen**

**Organisation chargée des procédures de médiation :** Tribunal administratif de Paris

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif de Paris

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché :** Ministères Sociaux, DFAS/DADD

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché :** Ministères Sociaux, DFAS/DADD

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal administratif de Paris

**Organisation qui reçoit les demandes de participation :** Ministères Sociaux, DFAS/DADD

**Organisation qui traite les offres :** Ministères Sociaux, DFAS/DADD

## **Section 8 - Organisations**

### **8.1 ORG-0002**

**Nom officiel :** Tribunal administratif de Paris

**Numéro d'enregistrement :** 17750005500013

**Adresse postale :** 7 rue de Jouy,

**Ville :** Paris

**Code postal :** 75004

**Subdivision pays (NUTS) :** Paris ( FR101 )

**Pays :** France

**Adresse électronique :** Greffe.taparis@juradm.fr

**Téléphone :** 0144594400

#### **Rôles de cette organisation :**

**Organisation chargée des procédures de recours**

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours**

**Organisation chargée des procédures de médiation**

### **8.1 ORG-0001**

**Nom officiel** : Ministères Sociaux, DFAS/DADD

**Numéro d'enregistrement** : 11000201100044

**Adresse postale** : 78 rue Olivier de Serres

**Ville** : Paris,

**Code postal** : 75015

**Subdivision pays (NUTS)** : Paris ( FR101 )

**Pays** : France

**Adresse électronique** : Philippe.chamouton@sg.social.gouv.fr

**Téléphone** : 0000000000

**Rôles de cette organisation** :

**Acheteur**

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché**

**Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché**

**Organisation qui reçoit les demandes de participation**

**Organisation qui traite les offres**

## **Section 11 - Informations relatives à l'avis**

### **11.1 Informations relatives à l'avis**

**Identifiant/version de l'avis** : ae1bd3cd-ce51-4e78-a1d4-13911a191d83 - 01

**Type de formulaire** : Mise en concurrence

**Type d'avis** : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis** : 01/02/2024 à 11:37

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible** : français

### **11.2 Informations relatives à la publication**

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication** : 01/02/2024